

## Qu'est-ce que le concept de « monnaie hélicoptère » qui réapparaît dans le débat public ?

### CHRONIQUE



**Jézabel Couppey-Soubeyran**

université Paris-I, Ecole d'économie de Paris

Dans sa chronique au « Monde », Jézabel Couppey-Soubeyran met en avant l'idée de la « monnaie hélicoptère » qui permettrait de distribuer directement et sans contrepartie la monnaie de banque centrale aux citoyens.

Publié le 04 janvier 2020 à 06h00 - Mis à jour le 04 janvier 2020 à 14h30 | Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

**Chronique.** La tradition des étrennes se perd paraît-il. Et si la Banque centrale européenne (BCE) vous en versait ? Voilà plus de dix ans que la BCE prête aux banques des tombereaux de liquidité. Depuis 2015, elle achète même, chaque mois, des dizaines de milliards d'euros de titres de dette. Pour un soutien somme toute limité aux économies de la zone euro toujours en proie à une déflation latente. Peut-être serait-ce pire sans cela. Mais force est de constater que cela ne fonctionne pas bien. La politique monétaire ne peut-elle plus rien ? Ou y a-t-il une issue en s'affranchissant des canaux, banques et marchés de titres, qui acheminent mal son action ? C'est l'idée de la « monnaie hélicoptère » : distribuer directement et sans contrepartie la monnaie de banque centrale aux citoyens, pour faire augmenter la dépense et soutenir la demande globale. Vœu hérétique ou résolution opportune ?

### Que la banque centrale fasse donc voler un hélicoptère rempli de billets, les déverse sur la communauté, et le problème sera résolu !

Le concept embrasse un large éventail de pensées. Du côté des libéraux, la monnaie hélicoptère rappelle la métaphore employée par leur idole, Milton Friedman en 1969 dans *The Optimum Quantity of Money and Other Essays*, pour décrire la réaction nécessaire de la banque centrale en cas de déflation : si l'inflation vient à diminuer trop, c'est qu'il n'y a plus assez de monnaie en circulation ; que la banque centrale fasse donc voler un hélicoptère rempli de billets, les déverse sur la communauté, et le problème sera résolu ! De leur côté, les défenseurs de la justice sociale ont de la sympathie pour une distribution directe de monnaie centrale, car, pour peu qu'il s'agisse d'un versement régulier, ils y voient un premier pas vers un revenu universel.

Le concept n'a encore jamais rejoint la boîte à outils des banquiers centraux. Mais, depuis la crise financière, il a refait surface dans le débat public et dans les discussions académiques. Un nombre croissant d'articles de recherche y est consacré, avec un pic en 2016 coïncidant probablement avec la publication de *Between Debt and The Devil. Money, Credit and Fixing Global Finance* (Princeton University Press) d'Adair Turner, l'ancien président de la Financial Services Authority au Royaume-Uni.

La monnaie hélicoptère agirait sur la dépense globale comme un stimulus fiscal, mais sans peser sur les finances publiques. Le coût incomberait non pas à l'Etat, mais à la banque centrale. Oui, cette distribution occasionnerait une perte au bilan de cette dernière, puisqu'elle n'aurait pas de contrepartie à inscrire à l'actif de son bilan, outre un actif symbolique de grande valeur mais sans prix de marché : la reconnaissance des citoyens ! Cette perte n'empêcherait nullement la banque centrale de fonctionner.

## 140 euros par mois

Les propositions ne manquent pas. Dans *Combatting Eurozone Deflation : QE for the People* (Vox, 23 décembre 2014), John Muellbauer envisageait un versement de 500 euros en une fois par citoyen de la zone euro, soit une émission de monnaie centrale de 137 milliards d'euros, égale à 1,2 % du PIB de la zone euro. Dans *Pour la création d'un dividende monétaire : une nouvelle politique monétaire à l'ère de la déflation technologique* (Institut Sapiens, 25 avril 2019), François-Xavier Oliveau retient un montant variable par pays, entre 200 et 400 milliards d'euros par an, soit entre 1,8 % et 3,6 % du PIB de la zone euro. Dans *Un drone monétaire pour remettre la politique monétaire au service de tous* (Notes & Etudes de l'Institut Veblen, à paraître en janvier 2019), nous envisageons avec mes coauteurs une distribution directe de monnaie centrale numérique de 140 euros par mois sur un compte ouvert à la banque centrale pour chaque citoyen de la zone euro pendant une année test. Soit 40 milliards d'émission mensuelle de monnaie centrale, un montant dans les cordes de celles déjà réalisées dans le cadre du programme d'achats d'actifs.

Cette version high-tech de la monnaie hélicoptère concilierait le besoin d'adaptation technologique de la banque centrale et la nécessité de remettre la politique monétaire au service de tous. S'ensuivrait une augmentation assez rapide de la dépense de consommation, d'au moins 70 % des sommes transférées, avec à la clé un effet multiplicateur de 2 ou 3 fois la dépense réalisée, donnant au final 4 points de PIB en plus par an. L'incidence assez directe sur l'inflation permettrait à la BCE de regagner sa cible de 2 % et d'éloigner ce faisant le risque de déflation. Une fois la cible atteinte, la distribution cesserait.

## Soutien massif à la consommation

Ce serait un instrument monétaire et non pas budgétaire. Le transfert ne serait donc pas ajusté aux conditions de revenus des bénéficiaires. La dépense ne serait ni obligée ni fléchée, car le respect de chacun à disposer des sommes versées serait vraisemblablement plus propice au retour de la confiance et à l'adhésion citoyenne à l'action de la BCE qu'une démarche paternaliste qui, fût-elle dans un esprit « nudge », ne serait de toute façon pas du ressort de la banque centrale.

Ce soutien massif à la consommation entraverait-il la réorientation nécessaire de notre modèle de croissance ? Au contraire, il apparaît nécessaire, car, comme l'a illustré en France la crise des « gilets jaunes », il ne sera pas possible de soumettre les ménages aux mesures permettant la transition écologique, telle qu'une taxe carbone, tant que les difficultés économiques et sociales qu'une grande partie d'entre eux rencontre ne seront pas prises en compte et que les politiques économiques mises en œuvre continueront d'accroître les inégalités au lieu d'y remédier.

Alors prêts à décoller ? Si ce n'est pas cette année, pourquoi pas en 2021, le temps de s'y convertir ? D'ici là, bonne et heureuse nouvelle année.

